



Photo: EU Commission

La coopération nord sud à l'heure locale !

Si une conclusion ressort de la session plénière sur la coopération internationale, c'est que le rôle des collectivités territoriales croît sans cesse.

Le maire de Stuttgart et vice président du CCRE Wolfgang Schuster a félicité le CCRE pour avoir lancé la plateforme locale et régionale pour le développement et pour son site Internet qui permet aux villes du nord et du sud de trouver des partenaires de coopération nord-sud. *Les collectivités locales peuvent aussi aider le sud chaque jour, a-t-il poursuivi, via des achats éthiques (fair trade) ou en prenant des mesures pour combattre le changement climatique.*

Le représentant de la Commission européenne, Denis Pourchet, qualifie d'incontournable le rôle joué par les collectivités locales grâce à leur expertise dans les domaines de la santé, l'eau et l'enseignement primaire. *La plateforme constituée autour du CCRE constitue un excellent outil de dialogue avec la Commission, a-t-il ajouté.*

Les collectivités territoriales européennes peuvent-elles vraiment améliorer la situation dans le sud ?

« Oui » a répondu Nandi Mayathula Khoza, de l'association sud africaine des villes: *Notre association coopère déjà avec des membres du CCRE. Ainsi, avec le VNG nous avons réalisé un projet visant à aider nos villes confrontées à la pandémie du SIDA, ou un autre projet sur le logement.*

Pendant trop longtemps, la coopération était l'affaire exclusive des gouvernements et des ONG, a expliqué la secrétaire générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis, Elisabeth Gateau. Les résultats prouvent clairement que cela ne suffit plus ; les collectivités locales ne doivent pas

être uniquement des instruments mais des partenaires de la coopération.

Des propos partagés par le directeur de CONCORD, l'association européenne des ONG actives dans le développement, Olivier Consolo : *Oui, nous avons besoin des élus locaux. N'abandonnez pas la coopération aux seuls experts ; nous sommes contraints à travailler ensemble!*

Deux élus locaux, Fernando Ruas, maire de Viseu, et Ronald Bandell, maire de Dordrecht, ont joint leur voix aux appels en faveur d'une coopération entre autorités locales, régionales, nationales et européennes.

Au-delà de l'UE

Dušica Perisic de l'Association des gouvernements locaux de la République de Macédoine a modéré les débats de la session sur l'Union européenne et ses voisins.

Elle a présenté les différents outils de coopération existants pour les collectivités territoriales notamment la Charte pour l'égalité des genres au niveau local, ainsi que le site du CCRE sur les jumelages (www.twinning.org). Elle a également illustré l'importance d'une bonne collaboration entre collectivités de l'UE et en-dehors de l'UE. *La pollution ne s'arrête pas aux frontières de l'UE. Les collectivités locales et régionales doivent travailler en collaboration si elles veulent résoudre des problèmes à dimension régionale.*

Ces propos ont été relayés par le représentant de l'organisation des

villes arabes, Ghassan Samman, qui a expliqué que le changement climatique, l'aggravation de la pauvreté et le chômage sont des défis qui nécessitent une plus grande coopération entre collectivités.

Gisela Gauggel-Robinson, la représentante de la DG Elargissement de la Commission européenne, a concentré son intervention sur l'élargissement et le processus d'intégration des nouveaux membres de l'UE. *Nous devons d'abord mettre de l'ordre dans la maison avant de pouvoir intégrer de nouveaux Etats membres, elle a déclaré.* Serhiy Odarych, maire de la ville de

Cherkassy (Ukraine), a particulièrement souligné la volonté des villes et municipalités ukrainienne à collaborer avec celles au sein de l'UE. Refik Rugeja, le représentant du Réseau des Associations de Pouvoirs Locaux d'Europe du Sud-Est (NALAS) a pour sa part présenté la mission principale du réseau qui consiste à *soutenir les collectivités pour outrepasser les obstacles à une plus grande stabilité en Europe.*

Le représentant de la ville de Marrakech, El Arbi Belkeziz, a décrit les missions de la Commission Méditerranée de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Celle-ci vise à promouvoir la paix, la solidarité et le développement durable.

Le Premier Vice Président de l'Association italienne du CCRE (AICCRE), Fabio Pellegrini, a clôturé la session en soulignant la nécessité de mieux promouvoir la diplomatie des villes,



Photo: X-RAV/Lieff Johansson

souvent plus efficace que celle entreprise au niveau national.

Egalité et inclusion sociale

La modératrice Aina Simonsen, de l'Association Norvégienne des Pouvoirs Locaux et Régionaux, a ouvert la session sur la participation et l'inclusion en mentionnant que les états généraux du CCRE devraient être le lieu pour les collectivités locales et régionales de trouver des façons créatives de travailler sur l'inclusion au nom des citoyens.



La Charte du CCRE pour l'égalité a été adoptée à Innsbruck en 2006. La Charte devrait être utilisée comme outil pour le travail des collectivités territoriales en matière d'égalité des chances.

Jocelyne Bougeard, Présidente de la Commission des élues locales du CCRE, a affirmé que le fait que tant de pays aient contribué à la Charte démontre une véritable volonté européenne. La volonté politique fait qu'il nous est possible de progresser vers une Europe de l'égalité, a conclu Jocelyne Bougeard.

Sa prédécesseur au CCRE, Vicenta Bosch Palanca, a insisté sur le fait que la charte est un document politique sur lequel les membres ont eu leur mot à dire. Il s'agit d'un moteur, et non seulement d'une ligne directrice, a-t-

elle affirmé avec passion. Patrizia Dini, Secrétaire de la Fédération toscane de l'AICCRE en Italie, a poursuivi en disant que la Charte était un outil où la présence des femmes en politique est reconnue.

La deuxième partie de la session traitait des nouveaux partenariats pour l'inclusion sociale. Annemarie Jorritsma, Maire d'Almere, a décrit les travaux menés par sa ville en faveur de l'inclusion sociale, ou plutôt de la participation sociale, qui est le terme utilisé par sa région. Almere a mis l'accent sur les possibilités d'emploi, sur la manière de préserver ces possibilités d'emploi, et sur le suivi des personnes nouvellement recrutées. Les collectivités locales sont les premières à agir sur ces politiques, car elles sont les plus proches des citoyens, a-t-elle déclaré.

Richard Kemp, Conseiller municipal de Liverpool, a avancé que la crise actuelle nous donnait vraiment deux options différentes sur lesquelles réagir, à savoir, essayer de revenir le plus rapidement possible à la situation « normale », en ouvrant davantage de crédits, et en continuant à dépenser et à consommer davantage, ou choisir de profiter de la crise pour apprendre de nos erreurs, modifier nos comportements afin de parvenir à une économie durable, ainsi qu'à un environnement durable.

Jokin Bildarratz Sorron, Maire de Tolosa, a parlé d'agir d'une façon nouvelle et meilleure afin d'accroître l'inclusion sociale. Nous sommes ici pour nos citoyens, et cela devrait aussi fonctionner vers le bas et vers le haut, a-t-il affirmé en se référant à la relation communauté-citoyens. Carlos Dias Teixeira, Maire de Loures, a renchéri en décrivant les actions de sa région en faveur d'une meilleure inclusion des citoyens dans la société, qui englobent notamment des actions visant à identifier les besoins des groupes vulnérables.

Quelles structures ?

La deuxième session sur la démocratie et la gouvernance était présidée par le Directeur de l'AFCCRE, Christophe Chaillou. Elle s'est concentrée sur les changements au sein des collectivités locales et régionales.

La maire de Reykjavik, Hanna Birna Kristjánsdóttir, a expliqué comment l'Islande a fait face à la crise financière: Passer de 1% de chômage à 9% a nécessité une réaction d'envergure. Nous avons dû revoir notre manière de penser. Les gens sont dynamiques, créatifs et audacieux, et pensent que les problèmes sont là pour être résolus. La coopération pour le bien commun est le mot clé!

Le Conseiller politique du Secrétaire d'Etat pour les collectivités locales de la Suède, Daniel Liljeberg, a mis l'accent sur les défis démographique, la décentralisation et le travail de recherche du personnel adéquat. La solution réside dans la régionalisation; les autorités locales et régionales devraient être celles à même de traiter de ces questions, a-t-il déclaré. Voyez comment la coopération transfrontalière a bien fonctionné ici dans la région de l'Öresund!

Le Secrétaire général de l'AICCRE, Roberto Di Giovan Paolo, a souligné qu'il est futile de vouloir chercher à qui incombe la responsabilité de la crise. Selon lui, il faudrait plutôt voir comment se tirer de la crise. Nous ne pouvons pas disposer d'un système de protection sociale qui ne fonctionne que quand les choses

vont bien. La responsabilité du niveau local n'est pas une fin en soi, elle devrait être là pour donner aux citoyens plus de droits!

Emile Eicher, le maire de Munshausen, a évoqué les acteurs clés qui jouent un rôle dans ce contexte de crise. Il a partagé son expérience de coopération avec le gouvernement, le parlement et le Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises.

Mårten Johansson, maire de Raseborg, en Finlande, a soulevé la question de la "taille". Quelle taille une municipalité doit-elle avoir pour persister? Quel degré de démocratie est nécessaire pour prendre en charge une municipalité de 30 000 habitants? Et comment faire pour travailler de manière la plus effi-

cace possible? A Raseborg, nous pensons que la politique est une question de qui, quand et où, et que le « qui et comment » se rapporte aux tâches.

Le professeur Hellmut Wollman a conclu en mentionnant les différences importantes entre la décentralisation et la déconcentration - des notions qui ont, selon lui, été fréquemment mal interprétées. Il a montré les grands écarts existant au sein de l'Europe en ce qui concerne le nombre de personnes employées par l'Etat - 12% en Allemagne, et 74% au Portugal. Hellmut Wollman a également relayé les propos de Richard Kemp qui avait déclaré que les autorités locales doivent plus s'affirmer dans leurs revendications auprès du gouvernement central.

Mutations démographiques et services publics

L'Europe est confrontée à un vieillissement de la population et aura encore besoin de main-d'œuvre qualifiée dans un avenir proche. C'était le sujet de la session sur les mutations démographiques. Planifier soigneusement est nécessaire pour faire face à ces changements, tel a été le message formulé aux délégués.

Ilia Bataljan de la ville de Nynäshamn en Suède, a présenté son rapport sur les grands changements à venir. Il a relevé trois problèmes clés: la demande accrue en matière de soins de santé, les changements dans les profils des âges des travailleurs et la diminution de la population en âge de travailler.

Les 10-15 années à venir représenteront un grand défi pour l'Europe. En Suède, l'âge moyen des travailleurs au sein des

collectivités locales est de 46 ans. Nous avons également besoin d'examiner le problème du vieillissement de la génération du baby boom, a déclaré Ilia Bataljan.

Lenia Samuel, Directrice Générale Adjointe de la DG Emploi, de la Commission européenne, a mis en évidence la nécessité d'adopter une stratégie globale, qui tienne compte de meilleures conditions pour les fa-

milles, de la croissance économique et d'un accueil chaleureux des migrants venant en Europe.

Trois personnes âgées sur quatre seraient plus qu'heureuses de travailler bénévolement au sein des autorités locales. C'est à prendre en considération, pour que quiconque souhaitant travailler, puisse le faire, a-t-elle déclaré.

Jolanta Barska, de Nysa en Pologne, a donné quelques exemples concrets de ce qu'il est possible de faire pour rendre une ville plus attrayante. Les jeunes, par exemple, ont tendance à s'en aller pour étudier et à ne jamais revenir.

Nous avons mis sur pied une stratégie de développement, visant à inciter les gens à revenir. Nous encourageons les investisseurs à investir dans les infrastructures et nous coopérons aussi avec diverses associations d'habitants, dans le but d'amener les gens à s'impliquer davantage dans leur ville.

Carola Fischbach-Pyttel, Secrétaire Générale de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics, a parlé de l'importance de travailler à l'élaboration d'une société durable, qui comprenne également une dimension sociale, afin de créer l'égalité au niveau des services publics.



QUALITY

Quality does not leave out any aspect

has like many cities passed through the phase where modernist
 plan planning with the need for air and light overruling those of
 city and humaneness. At the time there was little awareness ab
 impact of demolishing a building or a whole block. Malmö's
 are now aware that when replacing old buildings with new, t
 a community might be uprooted and the soul of the city affe
 attention. If a new or a renewed city area is to be sustainable
 quality aspect has to be attended to: material and immaterial. T
 not make sense in itself but also as part of the city as a whole.

be living exhibition which will never change the face of ...
 involved a risk to create a separate part of the city which wo
 a separate risk. We know that this did not become the c
 eople of Malmö have incorporated a Hamnen, the Western
 in their city scope. The result is a city with focus on
 parameters: holistic planning, energy supp
 management, traffic planning, water, building
 and finally knowled



Photo: X-RAY/Leif Johansson

CE QUI SE PASSE AUJOURD'HUI :

09.15-10.30

Session plénière II : Changement climatique – que pouvons-nous faire, que devons-nous faire ?

10.30-11.30

Allocution : Reprise économique : ouvrir la voie vers une troisième Révolution Industrielle – Jeremy Rifkin

11.30-12.30

Session plénière III : De nouveaux horizons pour les jumelages dans une Europe qui change

12.30-13.15 Session plénière de clôture : L'avenir commence aujourd'hui !

Adoption de la déclaration finale

13.15

Déjeuner

13.45-16.45

Visite technique

Quelle politique de cohésion pour demain?

La période de financement actuelle de l'UE touchant à sa fin, l'un des plus importants débats porte sur l'avenir (et pas seulement financier) de la politique de cohésion.

Le représentant de la Commission européenne, David Sweet, a demandé la contribution de l'auditoire au débat: *Nous avons beaucoup de questions et pas toutes les réponses concernant la politique de cohésion pour l'après-2013: tout reste à faire. Personnellement, je pense que la politique de cohésion devrait s'appliquer à toutes les régions, car il subsiste des poches de pauvreté dans toutes les régions, je suis également contre l'idée de faire une distinction entre les zones urbaines et rurales.*

Ses vues ont été reprises par le président de l'AFCCRE, Louis Le Pensec: *Nous utilisons un nouveau mot en France: «rurbanisation», pour illustrer le*

fait que de plus en plus de zones rurales et urbaines sont entrelacées. Louis Le Pensec a également souligné qu'aucune région ne devrait être exclue des fonds structurels et que des services publics efficaces et abordables constituent un outil essentiel de la cohésion. Il est d'accord avec David Sweet pour dire que la compétitivité économique ne devrait pas être le seul critère pour définir l'accès aux fonds communautaires.

Mais la politique de cohésion produirait-elle des résultats tangibles? Bien que David Sweet ait admis qu'il est difficile de prouver que certains programmes fonctionnent vraiment, le Maire de Ha-

vlickuv Brod, en République tchèque, Jana Fiserova, a montré aux participants les avantages concrets des fonds structurels dans sa ville. Pour sa part, Johannes Peinsteiner, Maire de St. Wolfgang, en Autriche, illustre les bénéfices tangibles de la coopération entre collectivités locales pour relancer les zones en déclin.

Enfin, le Secrétaire Générale d'Eurocities (réseau de grandes villes), Paul Bevan, partage le point de vue de la plupart des intervenants, selon lequel tracer une ligne entre les zones urbaines et rurales n'est pas toujours idéal : *je préférerais que la future politique de cohésion travaille sur la base de "zones fonctionnelles" définies par des frontières économiques plutôt qu'administratives. Cela ne serait-il pas plus judicieux?*

L'accent sur la qualité

Comment assurer des services publics de qualité et comment évaluer notre action? Les participants ont établi les grandes différences à l'intérieur du continent. Tous étaient toutefois unanimes sur la nécessité de fournir des services efficaces et à un faible coût, pour faire face à l'avenir.

En avons-nous pour notre argent ? a demandé Håkan Sorman de l'Association suédoise des collectivités locales et régionales. Il a ensuite expliqué pour-

quoi l'association a commencé à évaluer les activités de base des villes, tels que l'école et les soins de santé : Les statistiques peuvent être utiles pour les utilisateurs. Par exemple, les parents veulent être en mesure de choisir la meilleure école pour leurs enfants. C'est aussi une question importante que d'être en mesure de vérifier le niveau de santé et de savoir ce pour quoi on paye, il a déclaré.

Andrzej Porawski, de l'Association des villes de Pologne, a vécu de grands changements dans son pays, la Pologne non démocratique il y a une vingtaine d'années étant aujourd'hui un pays dynamique, en reconstruc-

tion : *Nous n'avons pas votre histoire, nous avons dû tout commencer à zéro, mais nous apprenons du reste de l'Europe. Depuis les années 90, la Pologne a mis en vigueur une gouvernance moderne, et chaque jour nous améliorons la vie de nos citoyens.*

Gunnar Schwarting, directeur exécutif de l'Association des villes de Rhénanie-Pfalz, a insisté sur l'importance de penser aux citoyens, et Derek Vaughan du WLGA a expliqué qu'au Pays de Galles, le WLGA a créé et promeut depuis des années un prix régional d'excellence, populaire aux niveaux national et local.